Nations Unies E/CN.6/2017/NGO/62

Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante et unième session
13-24 mars 2017
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »

Déclaration présentée par World Association of Girl Guides and Girl Scouts, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

16-20058 (F) 051216 051216

Merci de recycler

Déclaration

Autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en mutation

Une année après le lancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'autonomisation économique des femmes devient de plus en plus urgente. Pendant des années, en dépit de la reconnaissance accrue de l'importance et du potentiel de l'autonomisation économique des femmes et des filles, le rythme des progrès en matière de réduction des disparités entre les sexes dans le monde du travail a été extrêmement lent. Trop de femmes et de filles sont privées des possibilités d'obtenir un salaire égal, d'avoir accès à la terre et aux biens, de travailler dans le secteur formel, d'acquérir des compétences pertinentes, de démarrer une entreprise, ou d'obtenir des postes de direction, pour n'en citer que quelques-unes.

En tant qu'organisation bénévole de premier plan pour les filles et les jeunes femmes, comptant 10 millions de guides et éclaireuses dans 146 pays, World Association of Girl Guides and Girl Scouts craint qu'au rythme où vont les choses, la parité économique entre les femmes et les hommes ne soit atteinte qu'en 2133, selon le Forum économique mondial. Les filles ne sont pas prêtes à attendre aussi longtemps. Les filles de la génération actuelle doivent assister au changement porteur de transformation de leur vivant.

Trop de lacunes, trop peu d'actions

À l'aube de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, alors que les objectifs de développement durable sont établis, il est maintenant temps de passer de la rhétorique à la réalité. C'est l'occasion pour le monde de tenir ses engagements et de prendre des mesures concrètes pour créer un monde où les droits des filles et des femmes sont réellement protégés, où leur travail est respecté et valorisé, où leur accès aux ressources financières n'est pas tributaire d'une législation discriminatoire et où leurs choix de vie ne sont pas compromis par les stéréotypes sexistes omniprésents.

L'autonomisation des femmes et des filles, notamment l'autonomisation économique, est essentielle à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si les objectifs de développement durable ont mis en évidence un certain nombre de domaines cruciaux pour l'autonomisation économique, World Association of Girl Guides and Girl Scouts demeure préoccupée par l'assujettissement de certaines cibles des objectifs de développement durable « en fonction du contexte national » – notamment les cibles 5.4 et 5.6a concernant la reconnaissance des soins et travaux domestiques non rémunérés et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage; l'accès des femmes au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, aux services financiers et à l'héritage.

Cette formulation réduit considérablement l'ambition des cibles et permet de créer des failles pour continuer la discrimination systématique des filles et des femmes. Une législation discriminatoire et des lois coutumières empêchent les femmes et les filles d'exercer leur droit d'accéder aux terres et à d'autres propriétés. Elles ont généralement un accès plus limité aux institutions financières officielles et

aux mécanismes d'épargne (Banque mondiale, Financial Inclusion Data, http://datatopics.worldbank.org/financialinclusion/topic/gender). Le travail non rémunéré est essentiel au fonctionnement des ménages et des sociétés. Pourtant, le travail non rémunéré des femmes et des filles n'est toujours pas valorisé et le volume qu'il représente aboutit à un « manque de temps », les empêchant de faire autre chose, comme investir du temps dans un travail rémunéré ou acquérir de nouvelles compétences. L'ambitieuse et honorable mission du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est de « ne laisser personne de côté ». Les droits des filles et des femmes ne devraient pas être soumis au contexte national.

Les contraintes sur l'autonomisation économique des femmes sont ancrées dans les inégalités structurelles non corrigées dans la société. L'une des lacunes du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est l'absence de cibles pour s'attaquer aux normes, attitudes et comportements discriminatoires profondément ancrés dans la société et qui empêchent les filles et les femmes de jouir de tous leurs droits fondamentaux. Il existe de nombreuses normes et attentes quant aux types de travail accompli par les femmes et les hommes, les filles et les garçons, sur la valeur du travail des femmes et la valeur de l'éducation des filles. Les attentes dans le choix des matières à l'école, telles que l'idée répandue que « les mathématiques et la science sont pour les garçons », éloignent les filles de ces matières. En raison de la forte corrélation entre l'éducation et les perspectives d'emploi, ces divisions traditionnelles entre les sexes limitent les choix de carrière des filles et des jeunes femmes une fois adultes et engendrent des écarts de rémunération entre les sexes (Document d'orientation de World Association of Girl Guides and Girl Scouts (2014). « Le monde que nous voulons pour les filles après 2015 »). Toutes ces normes constituent des obstacles à l'autonomisation économique des femmes.

Les filles et les jeunes femmes demeurent particulièrement défavorisées. Elles sont parmi les premières victimes de l'instabilité économique à travers le monde. « Elles représentent la majorité des 628 millions des 15-24 ans qui n'ont ni emploi ni instruction ». (Plan International (2015). « Jeunes, femmes et au chômage : le triple défi ».) Au cours de l'enfance et jusqu'à l'âge adulte, les filles et les jeunes femmes continuent d'être victimes d'une discrimination qui a commencé dès les premières années de leur vie, ce qui limite leurs possibilités économiques futures : elles sont responsables du ménage et de la garde des frères et sœurs, ce qui les prive d'éducation; elles sont forcées de se marier jeunes et d'avoir des enfants alors qu'elles sont encore elles-mêmes des enfants, ce qui les prive d'éducation, de santé et de perspectives à long terme; elles sont plus exposées à la violence et au harcèlement sexuel, ce qui limite leur mobilité et les empêche de participer à la vie de la société.

Si elles ne sont pas corrigées, ces lacunes empêcheront de transformer la vie d'un milliard de filles dans le monde.

Recommandations

Les jeunes femmes sont les plus au fait de leurs besoins; elles savent ce dont elles ont besoin pour libérer tout leur potentiel. Elles cernent les lacunes et les problèmes qui les empêchent de le faire, et leur voix a été on ne peut plus claire : l'accès à des emplois décents et à des possibilités économiques égales est un problème majeur.

Pour opérer un changement porteur de transformation pour les filles et les jeunes femmes, World Association of Girl Guides and Girl Scouts invite instamment les États Membres, les institutions multilatérales, les entreprises et les autres parties prenantes à démontrer leur forte volonté et leur ferme engagement à tenir leurs promesses.

- Battre en brèche les valeurs sous-jacentes et s'attaquer aux normes sociales discriminatoires et aux comportements néfastes

Les idéologies sous-jacentes de la supériorité masculine et les normes sociales discriminatoires légitiment la discrimination contre les filles et les femmes dans les sphères politique, sociale et économique, dans les domaines privé et public. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 n'a pas réussi à s'attaquer complètement aux normes sociales qui empêchent les femmes d'aller de l'avant ni à mettre en place des indicateurs pour suivre les progrès tout au long du cycle de vie des femmes. En attendant, le dernier rapport du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes (rapport du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes (2015). « Ne laisser personne de côté. Appel à des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes ») a estimé que le changement des normes négatives qui limitent l'accès des filles et des femmes devrait être au centre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 afin d'accroître les possibilités économiques des femmes.

Tout effort pour l'autonomisation des filles et des femmes passe par le règlement du problème mondial de la violence sexiste. Non seulement il s'agit d'une violation flagrante des droits de l'homme, mais c'est aussi une condition préalable essentielle à l'autonomisation économique des femmes. Le risque de violence limite la mobilité des filles et des jeunes femmes, les privant ainsi d'un accès effectif à l'éducation, aux ressources et à d'autres services.

Nous avons besoin de mesures audacieuses et concertées des gouvernements, de la société civile et du secteur privé pour transformer les normes néfastes par une combinaison de réformes législatives, de campagnes nationales de sensibilisation et de programmes éducatifs pour les garçons et les filles.

- Rendre visible l'invisible

En dépit des problèmes particuliers auxquels les filles sont confrontées, elles sont trop souvent invisibles dans les politiques et les stratégies du gouvernement en tant que groupe ayant des besoins particuliers. Dans les efforts de suivi et d'évaluation, les filles ne sont pas prises en compte dans les données qui mesurent l'impact et orientent la politique. Malgré la perception largement répandue selon laquelle les normes sociales sont non quantifiables, l'amélioration des sources de données qui permettent désormais de mesurer les normes sociales est un élément clé de la collecte de données. [OCDE (2014). « Mesurer l'autonomisation et la transformation sociale des femmes dans le programme de développement pour l'après-2015 ». (Caroline Harper, ODI; Keiko Nowacka, OCDE; Hanna Alder, ODI; Gaëlle Ferrant, OCDE)].

Les gouvernements doivent veiller à ce que les données nationales relatives à chaque objectif de développement durable soient ventilées par âge et par sexe, de sorte que les progrès réalisés pour les filles soient dûment pris en compte. Les gouvernements devraient également s'employer à recueillir des données ventilées

pour suivre les progrès réalisés dans la transformation des normes sociales qui empêchent les filles et les femmes d'aller de l'avant.

• Adopter une approche fondée sur les droits de l'homme

Ces dernières années, la rhétorique de l'investissement dans les femmes et les filles comme « économie intelligente » a été très dominante. Un rapport de McKinsey Global Institute suggère que 28 milliards de dollars américains peuvent être ajoutés au produit intérieur brut annuel global si les femmes participent à la population active à égalité avec les hommes. Si l'autonomisation économique des femmes a un effet multiplicateur significatif, ce n'est pas seulement un moyen de favoriser la croissance économique, mais il s'agit avant tout d'une question de droits de l'homme et de justice sociale. L'autonomisation économique influe sur la capacité des filles et des femmes à prendre le contrôle de leur vie, à exercer une influence dans la communauté et à prendre des décisions pour elles-mêmes et leur famille, qu'elles aient accès aux soins de santé ou à l'éducation ou échappent à des relations violentes. Toutefois, lorsque plus de la moitié des pays du monde ont au moins une loi qui limite les possibilités économiques des femmes (Women, Business and the Law 2016 : « Getting to Equal »), l'argument d'« économie intelligente » s'efface devant la violation des droits de l'homme.

Les gouvernements doivent adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour l'autonomisation économique des femmes et réformer la législation discriminatoire qui empêche les femmes et les filles de participer à égalité avec les hommes à l'économie du pays.

• Renforcer les capacités des filles et des jeunes femmes pour participer à l'économie

À l'échelle mondiale, les possibilités qu'ont les jeunes femmes d'accéder au marché du travail sont plus limitées. Les obstacles qui empêchent les jeunes femmes de participer efficacement au monde du travail sont multiples et doivent être abordés dans leur complexité. Par exemple, les écarts entre les sexes dans l'éducation à tous les niveaux doivent être réduits afin de réunir les conditions permettant aux jeunes femmes d'accéder au marché du travail sur un pied d'égalité avec les jeunes hommes. Les écarts entre les sexes en matière de rémunération associés à la ségrégation professionnelle sont en partie attribuables aux différences entre les sexes dans les choix scolaires. Aussi, le fait d'impliquer les filles dans des disciplines dominées par les garçons dans les écoles peut-il donner aux jeunes femmes des choix de carrière plus larges.

Selon le Rapport mondial sur la jeunesse 2016 (Rapport mondial sur la jeunesse (2016) http://www.youtheconomicopportunities.org/resource/5023/report-united-nations-world-youth-report-july-2016), les jeunes femmes à travers le monde continuent d'avoir moins de possibilités de devenir entrepreneurs que les jeunes hommes. Fournir aux jeunes femmes des compétences et leur offrir la possibilité de créer leur propre entreprise est essentiel à la création d'une génération de femmes entrepreneurs. C'est souvent dans le cadre des programmes des organisations de la société civile que les jeunes femmes acquièrent des compétences en matière financière et en entreprenariat, mais aussi des « compétences non techniques » telles que la direction, la résolution de problèmes et la confiance qui sont valorisées sur le marché du travail.

Les gouvernements doivent prendre des mesures pour s'attaquer aux stéréotypes qui empêchent les filles de choisir des disciplines dominées par les hommes, telles que les sciences, technologie, ingénierie et mathématiques pour ouvrir des choix de carrière aux jeunes femmes. Ils doivent allouer des ressources et mettre en place des actions ciblées pour les programmes de jeunes femmes entrepreneurs, ainsi que fournir un soutien et un financement aux organisations de la société civile pour l'exécution de programmes en faveur des jeunes femmes à travers des plateformes d'enseignement non scolaire.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un accord historique novateur qui peut apporter des changements importants aux filles et aux femmes. Pour ce faire, il importe que toutes les parties prenantes démontrent une volonté forte et un engagement ferme à tenir leurs promesses.